



Conseil économique et social

Distr. générale
1^{er} avril 2022

Français
Original : anglais

Commission économique pour l'Afrique
Comité d'experts de la Conférence des ministres africains des finances,
de la planification et du développement économique

Quarantième réunion

Dakar (hybride), 11-13 mai 2022

Point 6 de l'ordre du jour provisoire*

Questions statutaires

Rapport d'activité de l'Institut africain de développement économique et de planification

I. Introduction

1. Le présent rapport d'activité, qui est soumis à la cinquante-quatrième session de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), conformément aux pratiques en vigueur et pour donner suite au souhait exprimé par la Conférence d'être régulièrement tenue informée des activités de l'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP)¹ résume ces activités pour la période allant d'avril 2021 à mars 2022. Il donne un aperçu des principaux résultats que l'IDEP a obtenus, notamment en ce qui concerne l'exécution de ses programmes de formation, ses activités de production et de diffusion de connaissances, les faits nouveaux qui se sont produits en matière de ressources humaines et financières et de partenariats. Il s'achève par un exposé succinct des perspectives pour l'année 2022.

2. Au cours de la période considérée, la pandémie de coronavirus (COVID-19) a eu de graves répercussions persistantes sur le développement économique des États membres, contribuant au surendettement, qui a été exacerbé par le ralentissement du commerce, la volatilité des prix des produits de base, les incertitudes macroéconomiques, les pertes d'emplois et, dans certains cas, une augmentation de l'extrême pauvreté. Pour relever ces défis socio-économiques et aider les pays à mieux construire l'avenir afin d'accélérer la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 (Programme 2030) et de l'Agenda 2063 : L'Afrique que nous voulons (Agenda 2063), de l'Union

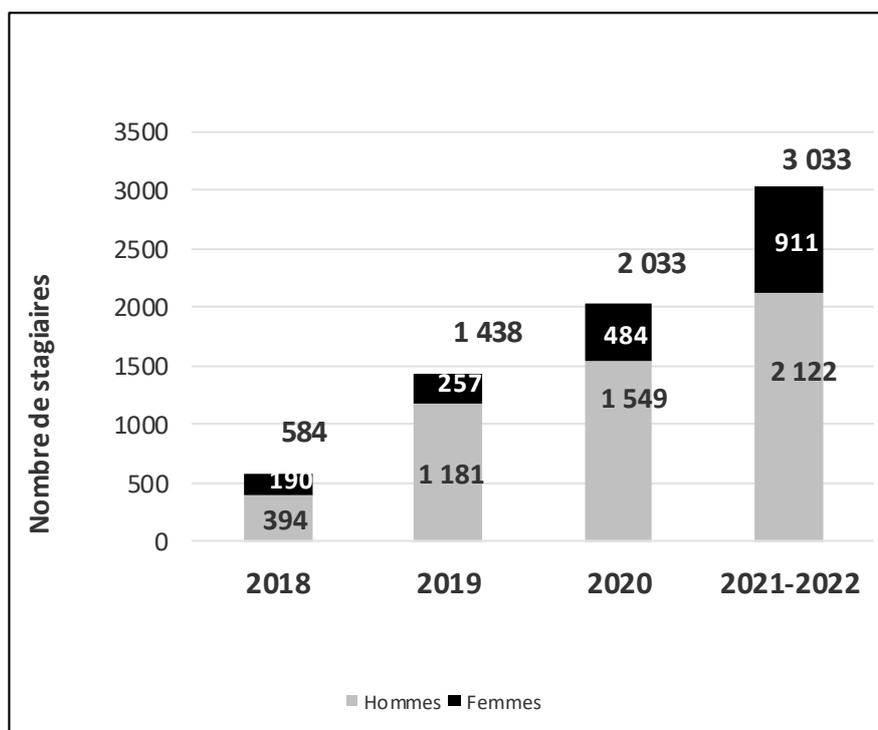
* E/ECA/COE/40/1.

¹ L'Institut africain de développement économique et de planification est une institution panafricaine créée par l'Assemblée générale. Il a pour mission principale d'accompagner les pays africains et de les aider à renforcer leurs capacités dans le domaine des ressources humaines, condition préalable pour garantir leur indépendance et promouvoir le développement socioéconomique de l'Afrique. Ses principales activités, qui découlent de son mandat, s'articulent autour d'un portefeuille de programmes de renforcement des capacités et de formation, ainsi que d'un ensemble d'initiatives de recherche et de dialogue sur les politiques. L'IDEP offre également des services consultatifs à la demande aux gouvernements et aux institutions publiques et sert de forum pour explorer d'autres pistes de réflexion sur le développement de l'Afrique.



africaine, l'IDEP a organisé, en 2021, 41 cours en ligne grâce auxquels il a renforcé les capacités de 3 033 fonctionnaires (dont 911 femmes) de 51 pays africains en matière de gestion du secteur public et de planification du développement. Sur l'ensemble des fonctionnaires formés, 75 % ont attesté, preuves à l'appui, avoir utilisé les connaissances, les compétences et les outils qu'ils ont acquis grâce à cette formation pour influencer la politique socio-économique dans leurs pays respectifs. En outre, dans le cadre de la fonction de groupe de réflexion de l'IDEP, 479 experts ont pris part à des activités d'analyse et de recherche visant à renforcer leurs capacités en matière de formulation de politiques publiques, par le biais de 11 webinaires, dont 9 séminaires sur le développement et 2 concertations de haut niveau.

Figure I
Évolution du nombre de stagiaires, 2018-2021



3. La contribution apportée par l'IDEP, au cours de la période considérée, à la réalisation du Programme 2030, de l'Agenda 2063, des mandats de la CEA et des objectifs de développement des États membres, est décrite en détail dans les sections suivantes du rapport.

II. Contribution à la mise en œuvre du Programme 2030 et de l'Agenda 2063 par la formation et la recherche

A. Formation

4. La formation s'est poursuivie dans le but de constituer une masse critique d'acteurs du développement qualifiés pour aider les pays à mieux construire l'avenir en favorisant des économies résilientes, conformément aux programmes de développement nationaux, régionaux et internationaux, notamment le Programme 2030 et l'Agenda 2063. Les stagiaires se sont familiarisés avec des techniques efficaces de formulation, de planification, de mise en œuvre et de gestion de politiques propices au développement et à la résilience ; d'accroissement de l'efficacité de tous les acteurs concernés ; de mobilisation de ressources humaines, institutionnelles et financières adéquates ; et de transfor-

mation de la croissance économique en gains sociaux et environnementaux durables et équitables qui profitent à tous les citoyens et ne laissent personne de côté.

5. La pandémie de COVID-19 a gravement compromis les activités de renforcement des capacités institutionnelles et individuelles en Afrique, comme ailleurs dans le monde. De nombreux pays africains ont été contraints de repenser les cours de formation afin qu'ils puissent être dispensés grâce à des plateformes numériques. Tenant compte de cette réalité, l'IDEP a continué à dispenser ses cours en ligne pendant la période considérée.

6. Le recours au numérique a permis aux prestataires de services de renforcement des capacités de toucher davantage de pays et de bénéficiaires qu'ils n'ont pu le faire auparavant par les sessions de formation en présentiel. Le nombre de femmes participant à la formation en ligne a été nettement supérieur à celui qui a été enregistré lors de la formation traditionnelle. Les cours numériques interactifs se sont révélés non seulement une solution de substitution dans l'urgence aux cours classiques, mais aussi un excellent moyen complémentaire de dispenser des programmes de renforcement des capacités institutionnelles et individuelles. Les sessions de formation numérique ont été menées en associant des modules asynchrones à des webinaires synchrones. La formation numérique est systématiquement mise à niveau pour intégrer des fonctions d'apprentissage mobile inspirées de la réalité virtuelle et des jeux.

7. Au total, 41 cours numériques ont été dispensés sur des thèmes divers, dont l'analyse de données au service du développement durable ; la modélisation macroéconomique en vue de la planification du développement durable ; la politique agricole en Afrique ; la transformation numérique pour accélérer l'entrepreneuriat des jeunes dans le secteur agricole ; les politiques de promotion des liens entre paix, sécurité et développement ; les statistiques et les bilans énergétiques² ; l'évaluation des politiques publiques ; le genre, le commerce et le développement ; la politique commerciale internationale et les négociations commerciales ; la territorialisation du développement³ ; les partenariats public-privé ; la loi sur les ressources minérales et la gouvernance ; les politiques et législations relatives à l'exploitation des couloirs routiers ; la transition post-COVID-19 vers des sociétés à faible intensité de carbone ; les informations et les services climatiques pour la planification et la prise de décision à long terme ; l'économie bleue et la Zone de libre-échange continentale africaine ; la libre circulation et l'intégration régionale ; l'employabilité et l'esprit d'entreprise des jeunes ; l'impact du COVID-19 sur les économies ; les jeunes comme levier de la construction de L'Afrique que nous voulons ; et les options de politique macroéconomique et structurelle permettant d'accélérer la diversification économique et la création d'emplois. Dans ce contexte, il convient également de noter qu'un ancien stagiaire, Mod A.K. Secka, a choisi l'IDEP pour le lancement de son livre, intitulé *The Demise, Alternatives, and Rebirth of Planning : The Gambian Experience*, en présence de hauts fonctionnaires gambiens.

8. La macroéconomie en vue de la planification du développement durable a été l'un des domaines d'action privilégiés au cours de la période examinée. L'IDEP a renforcé les capacités de 599 fonctionnaires et décideurs (dont 147 femmes) sur les questions liées à la macroéconomie. Pour ce faire, il a organisé 8 cours, 3 webinaires et une session de communauté de pratique (réunissant des participants de 15 pays) axés sur la manière d'atténuer l'impact de la pandémie et de stimuler la croissance économique en Afrique. La formation a

² « Les bilans énergétiques » renvoient à une comptabilité statistique exhaustive des produits énergétiques et de leurs flux dans l'économie.

³ Une approche de développement territorial vise à atteindre les groupes les plus pauvres, permettant ainsi aux États africains de mieux se conformer au principe de ne laisser personne de côté dans le contexte des objectifs de développement durable.

porté sur des sujets tels que l'élaboration d'un cadre macroéconomique pour une économie inclusive et verte, l'impact des politiques publiques, les principes fondamentaux de la planification du développement, les politiques budgétaires et les meilleures pratiques en matière de macro-planification dans le contexte du développement durable, et l'élimination de la pauvreté à l'ère du COVID-19.

9. L'IDEP a continué à proposer des formations actualisées liées à la Zone de libre-échange continentale africaine. Les cours sur la politique commerciale internationale et les négociations commerciales ont amélioré les capacités de négociation des participants dans ce domaine tout en intégrant des considérations liées au genre et au climat. Les cours ont également renforcé leurs capacités de conception, de mise en œuvre et d'évaluation de politiques commerciales alignées sur les besoins et aspirations aux niveaux national et régional en matière de développement et d'intégration.

10. Une formation sur mesure portant sur la formulation de la politique commerciale, les négociations commerciales et la facilitation du commerce, destinée aux fonctionnaires zambiens, a été organisée en collaboration avec le Bureau sous-régional en Afrique australe et d'autres bureaux de la CEA, afin d'améliorer la participation de la Zambie au système commercial multilatéral et aux communautés économiques régionales dont elle est membre (c'est-à-dire le Marché commun de l'Afrique orientale et australe et la Communauté de développement de l'Afrique australe). En conséquence, le cours a renforcé les capacités de 103 participants, dont 44 femmes, du Ministère du commerce et de l'industrie et d'institutions connexes.

11. À la demande du Ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale de Libye, un atelier adapté sur l'Accord portant création de la Zone de libre-échange continentale africaine a été organisé à Rabat avec le soutien du Bureau sous-régional en Afrique du Nord. Il a permis de renforcer les capacités des fonctionnaires du Ministère face à l'impact attendu de l'Accord sur l'Afrique, en mettant l'accent sur l'économie libyenne. Il a également permis aux participants de mieux comprendre le processus de ratification et de mise en œuvre de l'Accord. Au total, 22 fonctionnaires du Ministère, dont 2 femmes, y ont pris part.

12. Une boîte à outils d'évaluation de l'économie bleue a été mise au point pour pallier la mauvaise cartographie des ressources en eau douce et en eaux souterraines du continent. Elle sert à guider la collecte et l'analyse des données relatives à la valeur socio-économique des ressources bleues, y compris les biens et services qui en découlent, ce qui devrait fournir un tableau précis du potentiel de l'économie bleue et éclairer la prise de décision.

13. Un cours sur les informations et les services climatiques pour la planification et la prise de décision à long terme visant à renforcer les capacités des participants en matière d'intégration de ces informations et services dans la planification et la mise en œuvre du développement. Dans la plupart des régions du continent, le niveau de compétence et de savoir des services d'information climatique reste inadéquat pour faire face aux effets généralisés des phénomènes météorologiques extrêmes, tels que les sécheresses, les ouragans et les vagues de chaleur.

14. Un cours sur le rôle de l'économie numérique dans la promotion de l'employabilité et de l'esprit d'entreprise des jeunes a été conçu pour fournir aux responsables et décideurs de niveau intermédiaire et supérieur les compétences, outils et mécanismes nécessaires pour redoubler d'efforts dans le domaine de l'épanouissement de la jeunesse et formuler à l'égard de celle-ci des politiques fondées sur des données probantes qui ne laissent aucun jeune de côté, dans le but ultime de libérer le potentiel d'innovation et l'esprit d'entreprise des jeunes.

15. L'IDEP a fourni un appui spécialisé aux communautés économiques régionales comme suit :

a) Une session sur mesure concernant l'impact de la pandémie de COVID-19 sur le fonctionnement des communautés économiques régionales a été organisée à l'intention des fonctionnaires des pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), dans le but de renforcer leurs capacités d'atténuation des effets de la pandémie sur l'économie en général et sur les finances publiques en particulier. Les participants ont pu se familiariser avec différents modèles de gestion des finances publiques en temps de crise afin de construire des économies résilientes et de mettre en place des plans de relance post-pandémie efficaces. Au total, 44 participants, dont 10 femmes, ont pris part à la session.

b) Une formation sur mesure sur les politiques et les législations relatives à l'exploitation des couloirs routiers a été dispensée aux fonctionnaires des pays de la Communauté des États sahélo-sahariens, l'objectif étant de parvenir à l'élaboration d'un cadre harmonisé pour la gestion, l'exploitation et l'entretien des couloirs, qui sont les éléments constitutifs d'une intégration réussie. La formation a également permis d'expliquer des stratégies relatives au développement d'infrastructures résilientes au climat et d'intégrer des considérations liées au genre dans l'exploitation des couloirs routiers.

16. Le suivi et l'évaluation des formations dispensées sont guidés par le plan stratégique de l'IDEP pour la période 2019-2023. Les résultats immédiats de la formation sont mesurés grâce à plusieurs enquêtes. À la fin de chaque cours, les participants sont systématiquement invités à l'évaluer. À cela s'ajoute une enquête annuelle visant à déterminer dans quelle mesure les aptitudes et les compétences ainsi acquises leur ont permis d'influencer la formulation des politiques et la planification du développement dans leurs activités quotidiennes. Les résultats des enquêtes lancées en 2021 montrent un taux de satisfaction élevé, 90 % des participants attestant que la formation a renforcé leur capacité de planification du développement et leur confiance dans leur aptitude à influencer les politiques. En outre, selon 98 % d'entre eux, la formation les a rendus plus aptes à gérer les politiques socio-économiques et plus confiants dans leur aptitude à influencer ces politiques. Sur l'ensemble des fonctionnaires formés, 75 % attestent, preuves à l'appui, avoir utilisé les connaissances, les compétences et les outils qu'ils ont acquis grâce à la formation de l'IDEP pour influencer la politique socio-économique dans leurs pays respectifs.

17. Durant la période considérée, le nombre total de personnes formées (3 033 fonctionnaires, dont 911 femmes) en matière de gestion du secteur public et de planification du développement est conforme aux objectifs quantitatifs du plan stratégique de l'IDEP pour la période 2019-2023.

B. Programme de master

18. La collaboration que l'IDEP entretient avec l'Université de Johannesburg dans le cadre d'un programme de master de 18 mois en politique industrielle s'est poursuivie. Ce programme vise à offrir aux fonctionnaires et aux décideurs de niveau intermédiaire ou supérieur au sein des administrations et des organisations intergouvernementales une formation structurée couvrant différents aspects de la gestion des politiques économiques, de la planification du développement et de l'analyse sectorielle, en particulier les questions industrielles. La cinquième promotion a terminé son deuxième semestre du programme en 2021. Les 43 participants ont tous passé l'examen final, dont 4 avec mention.

C. Recherche

19. Les travaux de recherche que l'IDEP mène sur les politiques complètent son programme de formation et répondent aux besoins des décideurs et d'autres parties prenantes. Ils sont conformes à son rôle de centre de réflexion et à son objectif consistant à orienter le changement de politique et la prise de décision au plus haut niveau en matière de développement des pays africains. Le volet recherche définit l'orientation stratégique de la conception des cours, des concertations de haut niveau, des séminaires sur le développement et du programme de bourses, dont le contenu est actualisé et adapté en fonction de l'évolution de l'environnement opérationnel et des priorités des États membres.

20. Au cours de la période considérée, l'IDEP a préparé les concertations de haut niveau et les séminaires sur le développement suivants (qui ont réuni des Africains et des non-Africains) :

a) En avril 2021, une concertation de haut niveau a été organisée conjointement avec la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et l'Organisation mondiale de la santé sur le rôle des consommateurs et de la protection sociale dans la prestation de services de santé (y compris la télémédecine) à la suite de la pandémie de COVID-19. Elle a été l'occasion de présenter et d'examiner les recommandations d'un rapport de la CNUCED sur le rôle des politiques de protection des consommateurs dans la prestation de services de santé. Elle a réuni 155 participants, dont des représentants de ministères de la santé et d'organisations de protection des consommateurs, qui ont partagé leurs expériences et les meilleures pratiques apparues pendant la pandémie.

b) En juillet 2021, l'IDEP a organisé un séminaire sur le développement, consacré au rôle des entreprises dans le commerce vert et inclusif, qui a permis le partage de politiques et de stratégies visant à promouvoir le commerce vert et inclusif en Afrique. Les 32 participants ont échangé les enseignements à retenir et les meilleures pratiques pour promouvoir un commerce plus vert et plus inclusif. Ils ont également discuté de l'incidence des changements climatiques, des efforts d'atténuation et des mesures d'adaptation sur la croissance des économies africaines, ainsi que du potentiel qu'offrent les partenariats public-privé en matière d'énergies renouvelables, à l'appui du secteur agroalimentaire en particulier.

c) En octobre 2021, l'IDEP a accueilli une réunion de groupe d'experts sur l'utilisation de mesures macroéconomiques pour gérer la dette, au lendemain du déclenchement de l'épidémie de COVID-19. Inscrite dans le cadre d'un programme de recherche sur la dette, la fiscalité et le financement du développement, la réunion a été soutenue par l'Open Society Initiative for West Africa. Les 66 participants ont procédé à un examen approfondi des projets de rapport du Bénin, de la Côte d'Ivoire, du Ghana, du Liberia et du Mali. Ils ont également engagé des discussions approfondies sur une feuille de route pour la gestion de la dette et la mobilisation des ressources afin de mieux construire l'avenir ; la nécessité de bâtir des sociétés durables et inclusives en créant des économies résilientes ; la politique monétaire, l'inflation et le crédit pour stimuler l'économie ; et le recours à des mesures fiscales pour restructurer les économies en fonction des objectifs économiques et sociaux. Les commentaires du groupe d'experts ont été pris en compte dans la version finale des projets de rapports nationaux.

d) En novembre 2021, l'IDEP a accueilli un séminaire sur le développement ayant pour thème, reconstruire en mieux après le COVID-19 en renforçant les liens entre paix, sécurité, développement, action humanitaire et droits humains dans la conception et la mise en œuvre des politiques en Afrique. Faisait suite à une formation organisée par l'IDEP et le Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique, le séminaire a été axé sur la conception et la mise en

œuvre de politiques visant à promouvoir les liens entre le développement, la paix, la sécurité, l'action humanitaire et les droits humains afin d'accélérer la réalisation des objectifs de développement durable sur le continent. Le séminaire a permis aux 82 participants de partager les meilleures pratiques et les données d'expériences et de renforcer leurs compétences et connaissances afin d'appliquer l'approche fondée sur les interactions pour reconstruire en mieux après la pandémie de COVID-19.

e) En décembre 2021, l'IDEP a organisé un séminaire multimédia sur le rôle des jeunes pour mieux construire l'avenir par la promotion des arts, de la culture et du patrimoine. L'Union africaine ayant décrété 2021, année des arts, de la culture et du patrimoine, le séminaire a été organisé avec la participation de plusieurs artistes africains de renom⁴. Au moyen de courts métrages et de présentations, le séminaire a fourni une plate-forme aux échanges des 25 participants sur le rôle que les arts, la culture et le patrimoine peuvent jouer dans la promotion du développement régional et local en Afrique et dans la conception des politiques économiques, sociales et environnementales.

f) En février 2022, l'IDEP a organisé une manifestation parallèle lors de la huitième session du Forum régional africain pour le développement durable, en collaboration avec la Division de la technologie, des changements climatiques et de la gestion des ressources naturelles et la Division de la planification stratégique, du contrôle et des résultats. La manifestation, qui a réuni 54 participants, relève de la phase 2 d'une anthologie de nouvelles lancée à l'initiative de la CEA, à laquelle participent des écrivains lusophones de renom. Le but est d'acquérir une compréhension globale des objectifs de développement durable et de leur lien avec les objectifs de l'Agenda 2063 par le biais de la création littéraire.

g) En mars 2022, dans le cadre de la célébration de la Journée internationale de la femme, l'IDEP a organisé une concertation sur le rôle des politiques publiques dans la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes en Afrique. Les 114 participants (ayant déjà, en grande partie, pris part aux cours dispensés de l'IDEP sur le genre ces deux dernières années) ont partagé leurs expériences et les enseignements tirés concernant l'utilisation des aptitudes et des compétences acquises dans le cadre des cours de l'IDEP pour améliorer les politiques et les stratégies en matière d'égalité des sexes.

D. Bourses

21. Le programme de bourses de l'IDEP continue de contribuer à la promotion et au renforcement du partage de connaissances intra-africain et de l'apprentissage mutuel entre chercheurs et fonctionnaires. L'IDEP consolide ainsi son soutien au renforcement des capacités des hauts fonctionnaires des États membres en organisant des analyses et des discussions constructives sur les politiques de développement. Ce programme lui a aussi permis de consolider ses partenariats avec diverses divisions de la CEA, des institutions de planification et des départements des ministères de tutelle, des organisations internationales, des universités et des centres de recherche.

22. En 2021, l'IDEP a accueilli un boursier qui a étudié les déterminants du taux d'activité féminine dans les secteurs formel et informel au Botswana, à partir des données d'une enquête multi-thématique auprès des ménages menée en 2015/16. Début 2022, deux boursiers de la CEA ont rejoint l'IDEP, l'un entreprenant des recherches sur les changements climatiques, l'érosion côtière et

⁴ Kandy Guira (chanteur); Yoro Mbaye et Steve Kamdeu (cinéastes et lauréats du Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou); et Mamy Tall (créatrice de "Dakar Lives" sur Instagram).

les mesures d'atténuation, et l'autre étudiant l'impact du COVID-19 sur le financement du développement dans les pays de l'UEMOA.

E. Intégration des questions de genre

23. Depuis quelques années déjà, l'IDEP a fait de l'égalité des sexes une priorité et un élément clef de la conception et de la réalisation de toutes ses activités de formation et de recherche. Grâce à une plateforme interne, le programme de formation en ligne offre aux femmes davantage de possibilités de participer aux initiatives de renforcement des capacités, comme en témoigne l'augmentation substantielle de leur participation au cours de la période considérée. L'IDEP continue de plaider activement en faveur de la nomination et de la candidature de femmes à ses programmes de formation par tous les moyens disponibles.

24. L'IDEP veille rigoureusement à ce que la dimension de genre soit intégrée dans les programmes de formation pertinents et dans des modules spécifiques traitant du genre. Plus précisément, l'IDEP dispense des cours sur les thèmes suivants : l'autonomisation des femmes et des jeunes dans l'agriculture ; le rôle des jeunes dans la construction d'un avenir meilleur par la promotion des arts, de la culture et du patrimoine ; la gestion de la politique économique tenant compte des questions de genre dans le contexte de la pandémie de COVID-19 ; l'autonomisation des femmes par la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine ; et la concrétisation d'une nouvelle décennie d'inclusion financière et économique des femmes en Afrique.

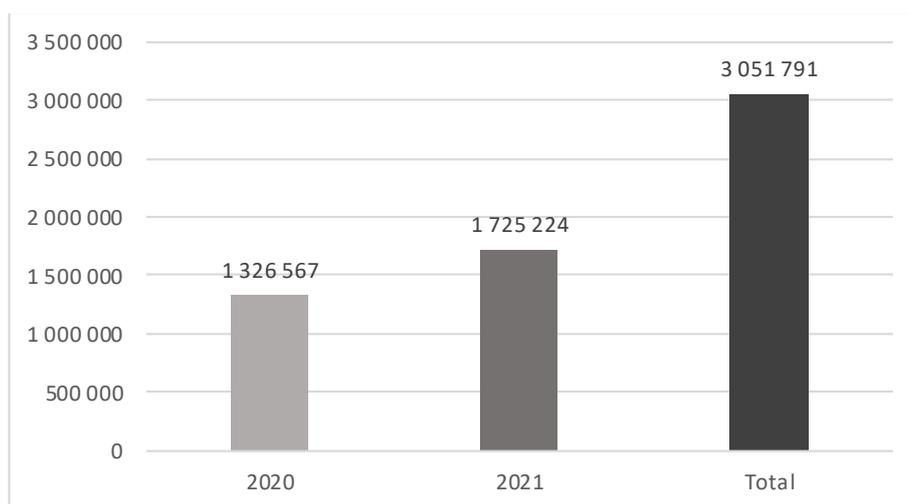
F. Centre de documentation

25. Le centre de documentation de l'IDEP continue de répondre aux besoins de ses programmes de formation et de recherche grâce aux informations et aux services de documentation qu'il fournit aux stagiaires, aux professeurs, aux participants aux conférences, aux chercheurs, aux universitaires invités et aux gouvernements.

26. Depuis le début de la pandémie de COVID-19 et des confinements qui ont suivi, la bibliothèque est fermée au public. Cependant, les services aux usagers, essentiellement des participants aux cours de formation et des boursiers, ont été assurés en ligne et à distance. La bibliothèque leur a notamment fourni des documents bibliographiques annotés en anglais et en français.

27. Le centre de documentation de la bibliothèque a continué à cataloguer et à indexer les documents et les publications en format numérique dans le répertoire institutionnel. En 2021, malgré le défi du télétravail, 514 titres ont été ajoutés, portant l'ensemble de la collection à 23 277 documents, dont 8 934 sont consultables librement en texte intégral. En 2021, le nombre total de téléchargements de documents en texte intégral a été de 1 725 224, contre 1 326 567 en 2020.

Figure II
Téléchargement de documents de la bibliothèque numérique



28. Les communautés de pratique permettent des échanges entre les praticiens, les décideurs, les acteurs non étatiques, les anciens stagiaires de l'IDEP et les personnes ressources afin de s'assurer que les connaissances et les compétences acquises par les bénéficiaires de la formation dispensée sont mises à profit pour influencer la politique, la planification et les processus aux niveaux national et sous-régional⁵. À cet égard, du 15 septembre au 28 octobre 2021, l'IDEP a facilité une session de communauté de pratique de six semaines sur la modélisation macroéconomique en vue du développement durable, à laquelle les 35 participants de 15 pays africains ont fait le point sur les progrès réalisés pour favoriser l'élaboration et l'application de modèles macroéconomiques afin de répondre aux besoins de l'Afrique en matière de développement, tels qu'ils sont énoncés dans le Programme 2030 et l'Agenda 2063. Quelques éléments sont à retenir de cette session :

a) Les modèles quasi comptables et les modèles d'équilibre général calculable sont les plus fréquemment utilisés par les États membres ;

b) Les modèles d'équilibre général calculable servent à simuler l'impact des politiques par le biais de la matrice de comptabilité sociale. Les modèles de programmation financière permettent de faire des simulations et des prévisions dans le contexte des cadres macroéconomiques et budgétaires à court et moyen terme ;

c) Il y a un souhait d'harmoniser les pratiques concernant les modèles macroéconomiques en favorisant ceux dont l'évaluation a montré qu'ils avaient un taux de réussite élevé. Cette harmonisation pourrait être réalisée par la création d'un réseau de modélisateurs africains de la planification du développement.

⁵ Les personnes ressources sont des experts qui jouent un rôle essentiel par les tâches qu'ils exécutent et/ou les informations qu'ils fournissent.

III. Financement, mise en valeur des ressources humaines et partenariats

A. Financement

29. Cette section porte essentiellement sur la mobilisation de ressources et les stratégies connexes employées par l'équipe de direction de l'IDEP.

30. Les activités de l'IDEP sont financées par des ressources provenant de quatre sources principales :

a) La dotation ordinaire de l'Organisation des Nations Unies, subvention annuelle fixe de 1,3 million de dollars approuvée par l'Assemblée générale et sous-tendue par le budget-programme annuel approuvé ;

b) Les contributions financières annuelles des États membres africains versées sur la base d'un barème prédéterminé, approuvé et adopté par la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique ;

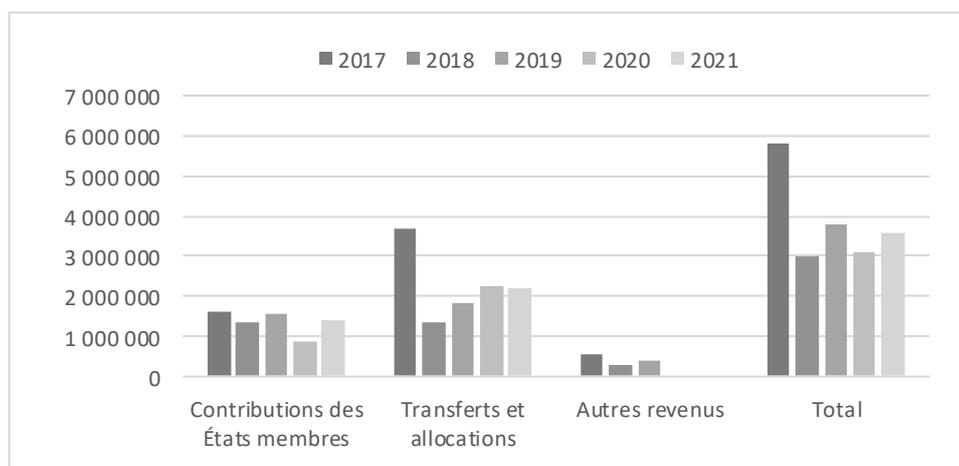
c) Les ressources extrabudgétaires provenant notamment d'institutions financières multilatérales et bilatérales, de fondations privées et de partenaires de développement ;

d) Les ressources de la CEA à l'appui de programmes spécifiques et d'activités de formation.

31. La figure III présente la création de revenus entre 2017 et 2021, répartis en trois catégories. La catégorie « Transferts et allocations » comprend la dotation de l'ONU, les ressources extrabudgétaires fournies par la CEA et le financement d'autres donateurs.

32. Les ressources extrabudgétaires mobilisées par an de 2018 à 2021 ont été nettement inférieures à celles de 2017, ce qui reflète l'environnement financier actuel dans lequel de nombreux donateurs se remettent encore de la pandémie de COVID-19. L'IDEP a déployé des efforts intenses pour accroître régulièrement ses ressources extrabudgétaires.

Figure III
Catégories de revenus, 2017-2021
(en dollars des États-Unis)



Note : Le budget annuel de l'IDEP est en moyenne de 3,7 millions de dollars.

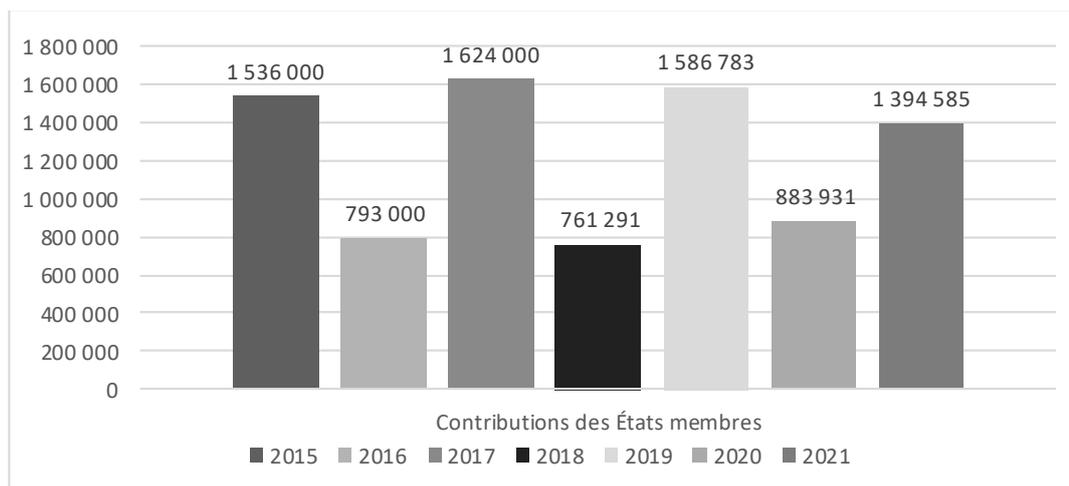
33. La figure III montre qu'un certain nombre d'États membres ont entendu l'appel lancé par l'IDEP pour obtenir un paiement plus régulier des contributions annuelles et le versement des arriérés. En 2021, les contributions des États membres se sont élevées à 1,358 million de dollars (tableau 1). L'IDEP adresse

ses sincères remerciements aux États membres pour le soutien qu'ils lui ont apporté en 2020 et 2021 en dépit du contexte défavorable créé par la pandémie.

34. Cela étant, le montant des arriérés reste important, et les versements sont rares et irréguliers. Il semble y avoir une tendance selon laquelle les États membres qui atteignent leur objectif de contribution au cours d'une année le ratent complètement l'année suivante. Dans ces conditions, il est difficile de planifier et de budgétiser, les ressources versées par les États membres étant de montants variés (figure IV). Les contributions non acquittées, d'un montant de 18 millions de dollars au 31 décembre 2021, figurent en bonne place dans les plans de mobilisation des ressources de l'IDEP (voir annexe).

Figure IV

Contributions des États membres, 2015-2021
(en dollars des États-Unis)



35. L'IDEP, qui continuera à dialoguer avec les États membres de leurs contributions, est en discussion avec les autorités compétentes des pays qui ont des arriérés importants.

Tableau 1

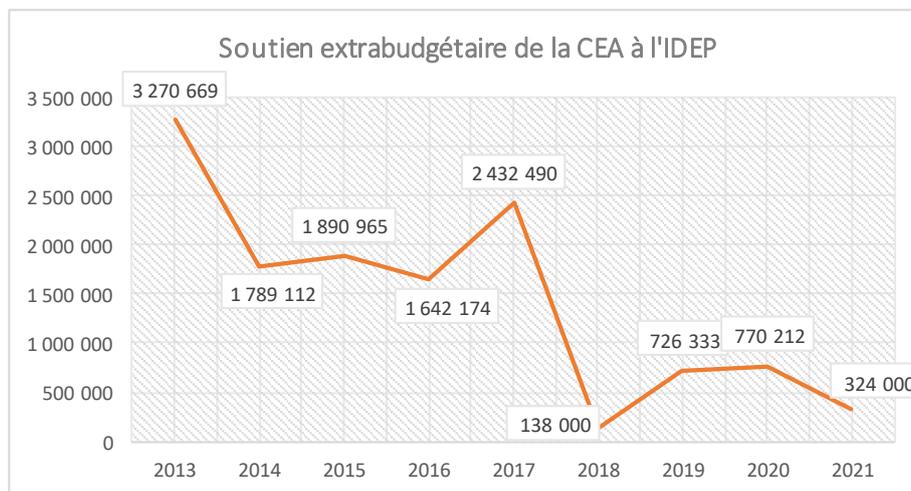
Contributions par pays, au 31 décembre 2021
(en dollars des États-Unis)

Indice	Pays	Contribution annuelle	Contribution annuelle versée	Arriérés versés	Montant total versé en 2021
1	Angola	32 000	32 000	64 000	96 000
2	Bénin	15 000	14 878	0	14 878
3	Cameroun	24 000	24 000	22 257	46 257
4	Côte d'Ivoire	32 000	32 000	2 850	34 850
5	Mali	15 000	15 000	17 081	32 081
6	Maroc	32 000	32 000	106 291	138 291
7	Namibie	24 000	24 000	0	24 000
8	Niger	15 000	15 000	0	15 000
9	Sierra Leone	20 000	0	20 000	20 000
10	Afrique du Sud	80 000	80 000	0	80 000
11	Togo	15 000	15 000	0	15 000
12	République-Unie de Tanzanie	24 000	24 000	69 154	93 154
13	Zimbabwe	40 000	40 000	745 075	785 075
	Total	368 000	347 878	1 046 708	1 394 586

36. Le soutien financier de la CEA est resté faible par rapport aux années précédentes : l'IDEP a reçu 324 000 dollars en 2021 contre 770 212 et 726 333 dollars respectivement en 2020 et 2019 (figure V). La direction de l'IDEP continue de collaborer avec les dirigeants de la CEA sur cette question. Elle espère que ce soutien reviendra aux niveaux observés avant 2018, améliorant ainsi la prévisibilité des finances de l'IDEP et la cohérence de la planification et de l'exécution de ses programmes.

Figure V

Contribution extrabudgétaire de la Commission économique pour l'Afrique, 2013-2021
(en dollars des États-Unis)



37. Dans le cadre de son plan stratégique pour la période 2019-2023, l'IDEP a poursuivi la campagne d'élargissement de sa base de financement par des initiatives accrues et ciblées de mobilisation de ressources externes, en vue de financer et réaliser intégralement ses objectifs stratégiques. Malgré la persistance d'un environnement contraignant de financement des donateurs, l'IDEP a reçu une subvention de 557 432 dollars du Gouvernement italien pour fournir au secrétariat de la Zone de libre-échange continentale africaine et aux pays participants une formation spécialisée de haut niveau relative à la fiscalité, aux douanes, au commerce et aux questions législatives, dans le but d'aider les entreprises locales, notamment les petites et moyennes entreprises, à améliorer leurs relations commerciales internationales, en particulier avec l'Union européenne et l'Italie.

B. Mise en valeur des ressources humaines

38. L'IDEP a été en sous-effectif en 2021, deux postes clés étant vacants : celui de chef de la division de la recherche et de la formation (niveau P-5) et celui de chef de l'administration (niveau P-4). Le second a été pourvu en février 2022 et le premier devrait l'être sous peu, le recrutement étant en cours. Un volontaire des Nations Unies a aussi été recruté en octobre 2021 pour renforcer les capacités de suivi et d'évaluation.

39. Dans le cadre des efforts constants tendant à consolider la position de l'IDEP en tant qu'organe de formation de la CEA et à accroître la collaboration avec les autres divisions, deux sessions de formation ont été organisées avec la Division de l'administration sur les changements climatiques et sur l'application de la boîte à outils intégrés pour la planification et l'établissement de rapports, élaborée par la CEA. L'une des sessions a consisté à améliorer la compréhension par les membres du personnel de la CEA de la boîte à outils et des possibilités qu'elle offre son utilisation dans leur travail quotidien ; l'autre session

a été un voyage d'apprentissage virtuel immersif de deux semaines au cours duquel le personnel a développé ses capacités en matière de gestion des risques climatiques. Les deux cours ont renforcé les capacités des 62 membres du personnel de la CEA, dont 4 employés de l'IDEP.

C. Partenariats

40. L'IDEP a poursuivi sa stratégie de partenariat avec les diverses parties prenantes dans l'exécution de ses activités de formation et d'autres initiatives. Ces partenariats prennent des formes diverses : accord de partage des coûts de l'activité concernée, accord de partage des connaissances et des compétences techniques, et partenariat de financement ordinaire. Il convient de noter en 2021 les activités menées avec les partenaires suivants : la Commission de l'Union africaine ; l'Institut national d'administration publique de la Malaisie ; le Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique ; l'Association des universités des pays de langue portugaise ; l'Institut Brésil-Afrique ; la Communauté des pays de langue portugaise ; l'Open Society Initiative for West Africa ; l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) ; la Communauté des États sahélo-sahariens ; les gouvernements gambien et italien ; et plus de 70 universités.

Tableau 2
Catégories de partenaires

Type de partenaires	Nombre de partenaires
Entités des Nations Unies	5
États membres et communautés économiques régionales	6
Organisations internationales	1
Milieus universitaires et instituts de recherche	75
Total	87

41. La collaboration sur les activités résultant de ces partenariats et de bien d'autres a couvert un travail de recherche avec la CNUCED sur le rôle des consommateurs et de la protection sociale dans la prestation de services de santé (y compris la télémédecine) à la suite de la pandémie de COVID-19 ; une formation sur la transformation numérique de l'enseignement technique et professionnel, en coopération avec la CEA, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, l'Agence de développement de l'Union africaine et son Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique, la Banque africaine de développement et l'Institut de la Francophonie pour l'éducation et la formation ; une formation organisée avec le Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique sur la conception et la mise en œuvre de politiques visant à promouvoir les liens entre développement, paix, sécurité, action humanitaire et droits humains, afin d'accélérer la réalisation des objectifs de développement durable sur le continent ; une formation sur l'impact de la pandémie de COVID-19 sur les économies des États membres de l'UEMOA ; et une formation sur mesure aux membres de la Communauté des États sahélo-sahariens sur les politiques et les législations relatives à l'exploitation des couloirs routiers.

42. Une formation sur l'accélération de l'intégration nationale et de la mise en œuvre opérationnelle de la Zone de libre-échange continentale africaine dans les pays africains lusophones a été dispensée dans le but de renforcer une approche intégrée de la Zone dans les plans de développement nationaux des cinq pays concernés. Dispensée en portugais, la formation a permis aux pays participants de mesurer leurs avantages comparatifs et compétitifs dans la mise en œuvre de la Zone. Cette formation constitue la première étape d'un cadre de coopération avec la Communauté des pays de langue portugaise et l'Association des universités des pays de langue portugaise.

43. Dans le cadre de son rôle de passerelle entre les gouvernements et le monde universitaire, l'IDEP a facilité le lancement du réseau des jeunes économistes de la CEA, en vue de mobiliser de jeunes économistes africains pour qu'ils contribuent plus concrètement à la résolution des défis économiques du continent. Au cours de la période considérée, 759 jeunes économistes ont participé aux activités du réseau grâce à des partenariats établis avec 75 universités dans 28 pays.

IV. Perspectives pour 2022

44. Comme déjà indiqué, la nécessité d'accélérer la transformation structurelle du continent pour mieux construire l'avenir et réaliser les objectifs de développement durable a considérablement augmenté la demande de services de l'IDEP. C'est un message positif de la pertinence de son offre de services et de son impact. Pour continuer à répondre de manière satisfaisante aux attentes de ses États membres, des communautés économiques régionales et des autres acteurs du développement sur le continent, l'IDEP doit veiller à aligner ses activités sur une demande en évolution rapide et toujours plus complexe. L'IDEP s'efforce également d'assurer une augmentation correspondante de ses ressources financières et humaines.

45. Malgré l'augmentation du nombre de femmes qui ont bénéficié du transfert de ses programmes de formation vers des plateformes en ligne pendant la pandémie, il faut redoubler d'efforts pour former davantage de femmes. L'IDEP s'y efforce par une action plus positive, des cours sur mesure et la formation des formateurs, et continue aussi d'inviter sans relâche les États membres à présenter davantage de candidates lors des appels à candidatures.

46. La communication avec les États membres sera encore renforcée afin de mieux appréhender leurs besoins et attentes spécifiques. À cet égard, l'accent sera mis sur la création de cours sur mesure, permettant de répondre à la spécificité des défis qui se posent à tel ou tel pays.

47. La crise mondiale causée par la pandémie de COVID-19 a révélé la vulnérabilité et la dépendance des économies africaines à l'égard de facteurs externes, entraînant des faiblesses dans la conception et la gestion des plans et des politiques de développement. Les réponses des pays du monde entier à cette situation d'urgence ont entraîné des changements radicaux dans les trajectoires de développement local et mondial en très peu de temps. Dans ce contexte, il est essentiel que la planification du développement et l'exécution des programmes intègrent une analyse des risques qui tienne compte des effets de l'incertitude et contribue à une prise de décision judicieuse. À la lumière de ce qui précède, l'IDEP a décidé d'intégrer l'analyse et l'atténuation des risques dans ses activités de renforcement des capacités et de recherche en 2022.

48. L'IDEP continuera à gérer et à accroître ses programmes de partenariat avec les universités, les organisations internationales de développement, les ministères et départements gouvernementaux, les organismes de recherche et les groupes de réflexion, les institutions régionales, les organisations non gouvernementales, le secteur privé et la société civile. Il recherchera activement des possibilités de collaboration en matière de partage des coûts pour compléter sa stratégie de mobilisation des ressources. La création du réseau des jeunes économistes de la CEA et le renforcement de ses capacités de traitement des questions de développement émergentes figureront en bonne place dans les partenariats de l'IDEP.